



515 rue Léopold Le Hon
01000 BOURG EN BRESSE

www.aindex.fr - contact@aindex.fr

Tél. 04 74 22 84 50

Association « Pôle Petite Enfance Bout'Chou »

Exercice clos le 31 décembre 2025

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

**POLE PETITE ENFANCE
BOUT'CHOU
Association Loi 1901
Siège social : 150 Allée des Sports
01 000 SAINT DENIS-LES-BOURG**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux membres de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association POLE PETITE ENFANCE BOUT'CHOU relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « 2. Changement de méthode comptable » de l'annexe des comptes annuels concernant l'application du nouveau plan comptable général.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes, qui selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- La note « indemnité de départ à la retraite » de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives à la valorisation de l'indemnité de départ à la retraite.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables visées ci-dessus et des informations fournies dans l'annexe des comptes et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

BOURG EN BRESSE, le 12 mai 2026

Le Commissaire aux Comptes
AINDEX SAS

Pascal TONNARD

**ASSOCIATION
«POLE PETITE ENFANCE BOUT'CHOU»**

150 allée des sports

01000 SAINT DENIS LES BOURG

**COMPTES ANNUELS
AU 31 DECEMBRE 2025**



SOMMAIRE

BILAN

COMPTE DE RESULTAT

ANNEXE



BILAN ACTIF

A C T I F		31 dec 2025			31 dec 2024
		BRUT	AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS (à déduire)	NET	NET
A	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
C	Frais d'établissement				
T	Autres	5 034	5 034	0	1 162
I					
F	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
I	Constructions				
M	Installations techniques, matériel et outillage	8 155	7 233	922	1 775
M	Autres immobilisations corporelles				
O	Immobilisations corporelles en cours				
B	Avances et acomptes				
I					
L					
I	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (1)				
S					
E	Total I	13 189	12 267	922	2 937
	Comptes de liaison				
	Total II				
	STOCK ET EN-COURS				
A	Matières premières et fournitures				
C	Autres approvisionnements				
T	En-cours de production (biens et services)				
I	Produits intermédiaires et finis				
F	Marchandises				
	Avances et acomptes versés sur commandes				
C					
I					
R	CREANCES (2)				
C	Familles	11 764	1 000	10 764	7 872
U	Communes : St Denis				
	Buellas	111		111	
	Montcet				
L	Financeurs : CAF / MSA	118 635		118 635	111 717
A	Autres créances :	822		822	637
N					
T	Disponibilités	122 994		122 994	154 355
C					
R					
O	Charges constatées d'avance (2)	942		942	807
M					
E					
P					
T	Total III	255 268	1 000	254 268	275 388
G					
E					
D	Charges à répartir sur plusieurs exercices (IV)				
L					
E	Primes de remboursement des obligations (V)				
	Ecarts de conversion Actif (VI)				
	TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V+VI)	268 457	13 267	255 190	278 325
(1) Dont à moins d'un an				130 332	120 226
(2) Dont à plus d'un an					



BILAN PASSIF

PASSIF		31 dec 2025	31 dec 2024
F O N D S	FONDS PROPRES		
	Fonds associatif sans droit de reprise	44 613	43 468
	Autres réserves		
	Résultat propre (Excédent ou déficit)	985	1 145
	AUTRES FONDS ASSOCIATIFS		
	Fonds associatif avec droit de reprise		
	Reserve de trésorerie	AC 54 847	54 847
		AF 2 960	2 960
		RPE	
	Excédents affectés à l'investissement		
P R O P R I E S	Report à nouveau (1)		
	Résultat de l'exercice sous contrôle de tiers financeurs (excédent ou déficit)		
	Subventions d'investissement (renouvelables)	209	1 063
	Subventions inscrites au compte de résultat		
S	PROVISIONS REGLEMENTEES		
	Provision pour réserve de trésorerie		
Total I		103 613	103 482
Comptes de liaison			
Total II			
P R I O S V Q P C R H	Provisions pour risques et charges	53 094	56 922
	Total III	53 094	56 922
D E T E S	Emprunts obligataires		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (3)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Redevables créditeurs		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 943	10 260
	(2) Dettes fiscales et sociales	82 928	81 426
	Communes :	St Denis 4 158	23 561
		Buellas 1 590	
		Montcet 315	895
C R P E T G U D L E	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	140	188
Total IV		98 483	117 920
Ecart de conversion Passif (V)			
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)		255 190	278 325
(1) Dont excédents affectés au financement de mesures d'exploitation			
Report à nouveau (N-1)			
Report à nouveau (N-2)			
Report à nouveau (N-3)			
(2) Dont plus d'un an			
Dont à moins d'un an		98 483	117 920
(3) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques			

AINDEX

Commissaire aux Comptes

COMPTE DE RESULTAT

Charges

	31 dec 2025	31 dec 2024
CHARGES D'EXPLOITATION (I)		
Achats de marchandises		
Variation de stocks (2)		
Achats de matières premières		
Variation de stocks (2)		
Achats autres approvisionnements		
Variation de stocks (2)		
Autres achats et charges externes	81 572	90 519
Impôts, taxes et versements assimilés :		
. sur rémunération	23 435	22 549
. autres		
Salaires et traitements	400 858	390 854
Charges sociales	136 113	131 946
Dotations aux amortissements	2 015	1 955
Dotations aux provisions	1 982	5 601
Autres charges de gestion courante :	1	
. quote-part de services gérés en commun		
. autres		170
Charges exceptionnelle CAF		
Total I	645 975	643 594
CHARGES FINANCIERES		
Intérêts des emprunts		
Autres charges financières		
Total II		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Pénalité CAF		17 310
Total III		17 310
TOTAL DES CHARGES (I + II +III)	645 975	660 904
Solde créditeur = excédent	985	1 145
TOTAL GENERAL	646 960	662 049
Evaluation des contributions volontaires en nature		
Mise à disposition de biens et services	39 298	39 298
TOTAL	39 298	39 298
* Y compris :		
. redevances de crédit-bail mobilier		
. redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		
(2) Stock initial moins stock final :		
Montant de la variation en moins entre parenthèse ou précédé du signe (-)		

AINDEX

Commissaire aux Comptes

COMPTE DE RESULTAT

Produits

PRODUITS		31 dec 2025	31 dec 2024
PRODUITS D'EXPLOITATION (1)			
Prestations de service CAF		265 385	274 825
Bonus attractivité		37 830	37 830
Participation des familles		107 663	94 143
Subvention MSA		4 453	5 846
Bonus Territoire CAF		89 725	82 316
Mission supplémentaire CAF/ Bonus CAF		9 606	11 440
Quote part des subventions virée au CR		855	
Subvention Mairie Saint Denis		104 988	
Subvention Mairie Buellas		13 356	
Subvention Mairie Montcet		5 548	
Sous total A		639 409	506 400
(Montant net des produits d'exploitation)			
Production stockée (2)			
Production immobilisée			
Reprise sur provisions (et amortissements)		4 810	
Transferts de charges			4 160
Indemnités activité partielle			
Autres produits de gestion courante :			
. cotisations		985	1 145
. autres : contrat de génération		114	2
Sous total B		5 909	5 307
Total I		645 318	511 707
PRODUITS FINANCIERS			
		1 642	1 998
Total II		1 642	1 998
PRODUITS EXCEPTIONNELS			
Reprise sur provision			17 300
Subvention Mairie Saint Denis			111 438
Subvention Mairie Buellas			10 909
Subvention Mairie Montcet			7 754
Quote part des subventions virée au CR			942
Total III			148 344
TOTAL DES PRODUITS (I + II + III)		646 959	662 049
Solde débiteur = déficit			
TOTAL GENERAL		646 959	662 049
Evaluation des contributions volontaires en nature			
Prestations en nature		39 298	39 298
TOTAL		39 298	39 298
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs			
(2) Stock initial moins stock final :			
Montant de la variation en moins entre parenthèse ou précédé du signe (-)			





ANNEXE

1. INFORMATIONS GENERALES

1. Description de l'objet social et des activités exercées par l'association

L'association Pôle petite enfance BOUT'CHOU a pour but l'animation et la gestion de l'accueil collectif des jeunes enfants et d'un relais petite enfance, qui font l'objet d'une contractualisation entre les communes de Saint Denis Lès Bourg, Montcet et Buellas et la caisse d'allocations familiales, et qui lui seront déléguées par convention entre les communes et l'association.



2. Changement de méthode comptable

Les comptes annuels ont été établis conformément au Plan Comptable Général modifié par le règlement ANC n°2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers, applicable à compter de l'exercice ouvert le 1^{er} janvier 2025.

L'application de ce règlement a conduit à des changements de présentation et de classement de certains postes des états financiers. Ces changements ont été appliqués de manière rétrospective, conformément aux textes en vigueur.

Ces retraitements ont eu les impacts sur les comptes 2025 suivants :

- Les subventions d'équilibre versées par les communes ont été reclassées en produits d'exploitation pour un total de 123 893 € (produits exceptionnels en 2024).
- Les remboursements reçus en compensation des charges de personnel ont été comptabilisés au crédit des comptes de charges de personnel pour 5 879 € (transferts de charges en 2024).
- Les quote-part de subvention d'investissement versées au compte de résultat (produits exceptionnels en 2024) ont été reclassés en subvention d'exploitation pour 855 €.

2. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice 2025 ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Les conventions suivantes ont été respectées :

- Continuité de l'exploitation,
- Indépendance des exercices,
- Permanence des méthodes



L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques. Plus particulièrement les modes et méthodes d'évaluation ci-après décrits ont été retenus pour les divers postes des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par :

- ☒ Le règlement ANC N°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif
- ☒ Le règlement ANC N° 2014-03 et ses règlements modificatifs.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

1. Immobilisations

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

- Logiciels..... 3 à 4 ans
- Mobilier, matériel de bureau..... 3 à 4 ans

Le détail des valeurs brutes et des amortissements est fourni par les tableaux ci-après.

2. Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

3. Cotisations

La méthode de l'engagement a été retenue pour la comptabilisation des cotisations en produits.

4. Produits à recevoir

Ils correspondent aux versements du solde des subventions Prestations de Service CAF et MSA relatif à 2025.



5. Mise à disposition gratuite de biens et services

Conformément au règlement comptable, les contributions volontaires doivent faire l'objet d'une valorisation dans les conditions suivantes :

- Les contributions en travail sont valorisées aux tarifs du personnel de remplacement
- Les contributions en biens et services sont valorisées par leur coût réel soit au prix de marché

L'association est dans l'incapacité de déterminer le temps de bénévolat réalisé sur l'exercice.

Par convention en date du 16 mars 2006, renouvelée le 1^{er} janvier 2019 puis le 31 décembre 2024, la commune de Saint Denis les Bourg, propriétaire des bâtiments, met à disposition de l'association Pôle Petite Enfance Boutchou un local sis 150 allée des sports à Saint Denis les Bourg.

La commune prend à sa charge les dépenses d'entretien relevant des obligations du propriétaire (clos et couvert), ainsi que les dépenses courantes d'eau, d'électricité, de chauffage.

La commune assure également l'entretien des cours, parkings, espaces verts et abords.

Au titre de l'année 2025, les aides indirectes consenties par la commune de Saint Denis les Bourg, se sont élevées à 39 298€.

6. Obligations des communes de St Denis Les Bourg, Montcet et Buellas

Les 3 communes, en tant que co-financeurs d'un projet pour la petite enfance, concrétisé par la signature du Contrat Enfance avec la Caisse d'Allocations Familiales de l'Ain, s'engagent à assurer à l'Association POLE PETITE ENFANCE BOUT'CHOU une subvention annuelle d'équilibre, et s'engagent à financer les dépenses d'équipement.

Les subventions des communes apparaissent comme des subventions d'équilibre affectées en produits d'exploitation. Elles viennent compenser le déficit d'exploitation de chaque service.

7. Provision pour départ à la retraite

L'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 53 094 €. Cet engagement a été comptabilisé.

Elle a été déterminée selon les termes de la convention collective, des « centres sociaux et socioculturels et des associations acteurs du lien social », sur la base des rémunérations versées sur l'année 2025, actualisées au taux de 1,5% et selon la méthode rétrospective.

L'évaluation a été réalisée à partir des droits qui seront acquis au moment du départ à la retraite, rapportés au temps de présence des salariés au 31 décembre 2025. L'espérance de vie retenue est celle communiquée par l'INSEE dans la table de mortalité TG05. Les charges sociales ont été retenues à un taux de 45%.

La notion de rotation du personnel a été intégrée à un taux de 1%.

La progression des salaires a été retenue à un taux de 2%.

L'âge de départ à la retraite retenu est de 64 ans.



3. NOTES SUR LE BILAN

1. Détail des charges à payer

Fourn., Fact. non parvenues	5 870
Personnel, Congés à Payer	35 505
Cotisations sociales sur CP à Payer	12 781
IJ Charges à payer	65
TOTAL	54 221

2. Détail des produits à recevoir

Prestations CAF A Recevoir	73 523
Bonus Territoire	26 917
Bonus handicap	683
Bonus mission supplémentaire	991
Bonus attractivité	11 349
Journée pédagogique	5 171
Prestations MSA	
Transfert charges personnel	
TOTAL	118 634

3. Détail des charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance d'exploitation	942
--	-----



4. Evolution des fonds associatifs

Fonds associatifs	Début	Dotations	Reprises	Fin
Fonds associatifs ss droit reprise	43 468	1 145		44 613
Réserve de trésorerie	57 807			57 807
Résultat N-1	1 145		1 145	
TOTAL	102 420	1 145	1 145	102 420

4. NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

1. Subventions

Les montants constatés en comptabilité sont conformes aux décisions d'attribution des financeurs.

	2025	2024	Variation
<u>Subventions d'exploitation</u>			
Subvention CAF	265 385	274 825	-9 440
Bonus Territoire	89 725	82 316	+7 409
Autres subventions CAF	9 606	11 440	-1834
Bonus attractivité	37 830	37 380	
Subvention MSA	4 453	5 846	-1 393
Subvention collectivités	123 893	130 102	-6 209
<u>Subventions d'investissement</u>			
Subvention CAF	854	942	-88
TOTAL SUBVENTIONS	531 746	543 300	-11 554



5. AUTRES INFORMATIONS

1. Répartition charges communes

	Accueil Collectif	RPE
Salaire Coordinatrice	85%	15%
Salaire Responsable RPE		100%

2. Résultat par section analytique

	2025
Accueil Collectif	0
Relais Petite Enfance	0
Vie Associative	985
TOTAL	985

3. Informations relatives à la rémunération des dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, il est précisé qu'il n'y a pas eu de rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles.



TABLEAU DES IMMOBILISATIONS
Situations et mouvements

IMMOBILISATIONS		VALEUR BRUTE DEBUT EXERCICE	ACQUISITION	CESSIONS MISE AU REBUT	VIREMENT POSTE A POSTE	VALEUR BRUTE FIN EXERCICE
I N C O R P O R E L L E S	Frais établissement					
	Total I					
	Autres immobilisations incorporelles	5 034				5 034
	Total II	5 034				5 034
C O R P O R E L L E S	Terrains					
	Constructions					
	Installations techniques, matériel et outillage	8 155				8 155
	Autres immobilisations corporelles					
	Immobilisations corporelles en cours					
	Avances et acomptes					
	Total III	8 155				8 155
F I N A N C I E R E S	Participations et créances rattachées à des participations					
	Autres titres immobilisés					
	Prêts et autres immobilisations financières					
	Total IV					
TOTAL (I + II + III + IV)		13 190				13 190

AINDEX
Commissaire aux Comptes

TABLEAU DES AMORTISSEMENTS
Situations et mouvements

IMMOBILISATIONS		AMORTISSEMENTS CUMULES AU DEBUT DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	AMORTISSEMENTS CUMULES A LA FIN DE L'EXERCICE
I N C O R P O R E L L E S	Frais établissement				
	Total I				
	Autres immobilisations incorporelles	3 872	1 162		5 034
	Total II	3 872	1 162		5 034
C O R P O R E L L E S	Constructions				
	Installations techniques, matériel et outillage				
	Autres immobilisations corporelles	6 380	853		7 233
	Total III	6 380	853		7 233
TOTAL (I + II + III)		10 252	2 015		12 267

AINDEX
Commissaire aux Comptes

TABLEAU DES PROVISIONS
Situations et mouvements

NATURE DES PROVISIONS		MONTANT AU DEBUT DE L'EXERCICE	AUGMENTATIONS	DIMINUTIONS	MONTANT A LA FIN DE L'EXERCICE
P R O V R E G L E M E N T E	Amortissements dérogatoires				
	Total I				
	Provisions Indemnité Fin Carrière	56 922	982	4 810	53 094
	Provisions contrôle CAF				
	Total II	56 922	982	4 810	53 094
P R O V P R D E P R E C I A T	Sur immobilisations				
	Sur stockés en cours				
	Sur clients et comptes rattachés		1 000		1 000
	Autres provisions pour Dépréciation				
	Total III		1 000		1 000
TOTAL (I + II + III)		56 922	1 982	4 810	54 094

AINDEX
Commissaire aux Comptes

ETAT DES CREANCES
A la clôture de l'exercice

C R E A N C E S		MONTANT BRUT	DEGRE DE LIQUIDITE DE L'ACTIF	
			A 1 AN AU PLUS	A PLUS D'1 AN
D I E M M L' O A B C I T L I I F S E E	Créances rattachées à des participations Prêts (1) Autres immobilisations financières			
D C E I R L C ' U A L C A T N I T F	Redevables et comptes rattachés Clients et comptes rattachés Communes Autres créances : Caf et MSA Autres créances diverses Charges constatées d'avance	 11 764 111 118 635 822 942	 10 764 111 118 635 822 942	 1 000
TOTAL		132 274	131 274	1 000
(1)	Montant : . prêts accordés cours exercice . remboursements obtenus cours exercice			



